



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne **CHAUMONT, le 15 avril 2026**

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 26 - 102

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIBRANTZ FRANCE

43 rue Jeanne d'Arc
52100 SAINT-DIZIER

Code AIOT : 0005701277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2026 dans l'établissement VIBRANTZ FRANCE implanté 43 rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite au dépôt d'un porter-à-connaissance le 19 février 2026, une visite d'inspection a été réalisée pour vérifier par sondage la conformité du site au regard des points de contrôles définis et des informations indiquées dans le dossier de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIBRANTZ FRANCE
- 43 rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société VIBRANTZ exploite une unité de fabrication d'émaux pour métaux, verres et céramiques à SAINT-DIZIER. L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral n°1656 du 20 avril 2010 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Porter-à-connaissance	Arrêté préfectoral complémentaire du 04/09/2017, article 2	Prescriptions complémentaires

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 2,,2,.4
3	Valeurs limites des flux de polluants rejetés	Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 2,,2,.5
4	Surveillance des effets sur eaux souterraines	Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 4,,2,.4
5	Surveillance des effets pluviales	Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 3.2.11
6	Autosurveillance des déchets	Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 4,,2,.5
7	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 4,,3,.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite de contrôle, aucun écart n'a été relevé concernant les points vérifiés. Par ailleurs, l'instruction du porter à connaissance confirme que le site reste compatible avec son environnement.

En conséquence, il est proposé à Madame la Préfète de réactualiser l'encadrement réglementaire du site par un arrêté préfectoral complémentaire, afin d'intégrer les modifications projetées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter-à-connaissance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 04/09/2017, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Modifications du site			
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 1656 du 20 avril 2010 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :			
Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Class ement
2515-1	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierre, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques ou par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée sur l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 550 kW.	<u>Puissance installée à l'atelier Fusion :</u> 250 kW (broyeurs, mélangeurs) <ul style="list-style-type: none"> Atelier ensachage <u>Puissance installée dans les ateliers Produits Finis :</u> 2,39 MW (broyeurs, tamisage, ensachage, mélangeurs) <ul style="list-style-type: none"> Atelier FHCP Atelier Produits Jet Mill Atelier SSV Atelier Jet Mill Glass System Atelier Dépoli Atelier Colorants Atelier Compounds Atelier Ecran de Soie <u>Puissance installée dans les laboratoires :Contrôle, Technical support et R&D Porcelain Enamel, Céramique et Glass :</u> 60 kW (broyeurs, mélangeurs) Puissance installée totale : 2,7 MW	A
2525	Fusion de matières minérales, y compris pour la production de fibres minérales. La capacité de fusion étant supérieure à 20 t/j	<u>Production de frites :</u> <ul style="list-style-type: none"> 4 fours de fusion continue O2/ gaz 3 fours de fusion rotatifs O2/ gaz 1 four « Bonzai » O2/gaz 1 four à induction électrique 4 fours creusets (activités de laboratoire)(activité Laboratoires Email) Capacité maximale de fusion: 80 t/j	A

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Class ement
2570-1	Email 1. Fabrication, la quantité de matière susceptible d'être fabriquée étant supérieure à 500 kg/j	<u>Fabrication de frites et émaux</u> Capacité de production: 80 t/j	A
3340	Fusion de matières minérales, y compris pour la production de fibres minérales. La capacité de fusion étant supérieure à 20 t/j	<u>Production de frites :</u> <ul style="list-style-type: none"> • 4 fours de fusion continue O2/ gaz • 3 fours de fusion rotatifs O2/gaz • 1 four « Bonzai » O2/gaz • 1 four à induction électrique • 4 fours creusets (activités de laboratoire) Capacité maximale de fusion: 80 t/j	A
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Oxyde de cuivre, oxyde de zinc et mélanges commercialisés, déchets pouvant être assimilés à des substances dangereuses pour l'environnement aquatique aiguë ou chronique 1 : 105 t	A
4711	Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable: monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg. <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 1 t</i>	Oxyde de nickel : 0,8 t	A
2570-2	EmailÉmail 2. Application, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant inférieure à 100 kg/j	Application d'émail pour les besoins des laboratoires (contrôles et essais) : 50kg/jour	DC

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Class ement
2910-A	<p>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p><u>Atelier de produits finis</u> : Traitement thermique des poudres PERC : 224 kW <u>Laboratoire</u> : Atelier Fusion Creuset : 350 kW <u>Usine</u> : groupes électrogènes: 110 kW installations de chauffage : 3875 kW</p> <p>Puissance maximale installée : <u>5 MW</u></p>	DC
4130-1	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Fluosilicate de potassium, fluosilicate de sodium, déchets pouvant être assimilés à des toxiques aiguë catégorie 3 : 40 t</p>	DC
4140-1	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Fluorure de sodium et de lithium, sélénite de zinc, déchets pouvant être assimilés à des toxiques aiguë catégorie 3 : 10 t</p>	DC

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Class ement
4440-2	Solides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Nitrate de soude, nitrite de soude, nitrite de potassium, déchets pouvant être assimilés à des solides combustibles : 16 t	DC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t</i>	Oxygène : 135 t	DC
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. La quantité stockée étant inférieure à 1 000 m ³	<u>Usine</u> : Stockage de matériaux combustibles (palettes, cartons, big-bags, seaux et conteneurs plastiques, papier...) Quantité totale stockée 880 m³	NC
2640-2	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication industrielle, emploi de) 2. Emploi. La quantité de matière utilisée étant inférieure à 200 kg/j	Quantité employée : 150 kg/j	NC
2915	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est inférieure à 250 l	Groupe Chaud atelier SSV. Quantité d'huile présente : 200 l	NC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50kW	<u>Usine</u> : Appareils de recharge des transpalettes électriques Puissance totale installée de: 11 Kw	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages. B. Autres installations que celles visées au A la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW	<u>Local Maintenance et Travaux Neufs</u> : Plieuse, tour, perceuse, etc. Puissance totale installée : 18 Kw	NC

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Class ement
4140-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Additifs et mélanges commercialisés : 0,75 t	NC
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieur à 50 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	Alcool isopropylique, toluène et mélanges commercialisés, déchets pouvant être assimilés à des liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 : 5 t	NC
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	FOD, pentoxyde de vanadium et mélanges commercialisés, déchets pouvant être assimilés à des dangereux pour l'environnement aquatique aiguë ou chronique 1 : 6 t	NC
4705	<p>Nitrate de Potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de comprimés ou de granulés) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 250 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 10 000 t</i></p>	Nitrate de potassium en granulés : 8 t	NC

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Class ement
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 6 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Propane carburation : 4 t	NC
4719	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	Acétylène : 0,1 t	NC
4801	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t.</p>	Charbon : 1 t	NC

Constats :

L'exploitant a fait parvenir à Madame la Préfète un porter-à-connaissance par courriel le 19 février 2026. Celui-ci informe d'une évolution des capacités de production, dont l'instruction est traitée en annexe confidentielle du présent rapport.

Au cours de la visite d'inspection, il a notamment pu être vérifié la consignation des équipements de l'atelier PERC. L'exploitant a transmis le 27 mars 2026, une mise à jour de son porter-à-connaissance afin de modifier la numérotation de deux conduits. Cette modification ne modifie pas l'instruction basée sur la version du 19 février 2026.

Conclusion de l'inspection des installations classées :

Le projet porté à la connaissance de Madame la Préfète n'est pas de nature à augmenter les risques déjà maîtrisés par l'exploitant. L'installation reste classée Seveso seuil bas, mais la réduction de l'activité au regard de la rubrique 3340 fait sortir le site du statut IED. Par ailleurs, la modification apportée à la localisation des fours permet à l'exploitant d'éviter les effets sortants sur ce point.

[illegible]

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Broyage ECGM 7V86	Dépoussiéreur Cérinnov 15V12	Mulder 3V23	Fours Creuset 7V85	Crusher 1 3V9	Mise en Trémie 7V19
Poussières	2	2	10	7,5	10	10
Cd + Hg + Tl	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cd + Hg + Tl par métal	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
As + Se + Te	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pb	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Filtre atomiseur 15V14	Dépoussiérage cuves et four PTCR 15V15	Dépoussiérage broyage, presse et pesée PTCR 15V13	Dépoussiéreur Atelier FHCP 16V2
Poussières	10	10	10	10
Cd + Hg + Tl	0,1	0,1	0,1	0,1
Cd + Hg + Tl par métal	0,05	0,05	0,05	0,05
As + Se + Te	0,1	0,1	0,1	0,1
Pb	0,1	0,1	0,1	0,1
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	0,5	0,5	0,5	0,5

Dans le cas d'une autosurveillance permanente, la notion de mesure représentative par jour correspond à une moyenne d'analyses sur une série de prélèvements couvrant les 24 heures. Chaque prélèvement sera voisin au maximum d'une demi-heure.

10 % de la série des résultats de mesures instantanées peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.

Par ailleurs, conformément à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié, relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, les unités de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. L'exploitant devra en faire la déclaration dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées et réaliser une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité. Ces données sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de rejet atmosphérique n°CARP250077-25-34-RO du 30 avril 2025. Le rapport indique deux écarts : l'un concernant le scrubber 2, l'autre pour le conduit 15V8. L'exploitant précise que des actions ont été mises en place pour corriger ces valeurs. L'exutoire 15V8 a subi un changement des manches de filtration. L'exploitant ajoute qu'une action est en cours pour le renouvellement de toutes les manches, afin de vérifier la performance des consommables d'origine. Une action est également engagée pour l'acquisition de sondes avec suivi en continu, incluant la transmission des données et des alertes par mail/téléphone.

Le second écart concerne les teneurs élevées en SO₂ pour le scrubber 2. L'exploitant indique que ces concentrations étaient liées à la réalisation d'une fritte à haute teneur en SO₂. Il souligne une volonté de tester les rejets associés à ce type de procédé. Désormais, le transfert d'une partie de ces frites est effectué sur le four à induction, ce qui permet d'introduire une proportion de soufre plus proche de la teneur du produit fini et d'éviter ainsi les pertes au cours du processus.

L'inspection aborde ensuite la notion de flux annuel pour le scrubber 2 concernant le paramètre SO₂, dont le détail est présenté dans le point de contrôle suivant. La valeur constatée est justifiée par l'exploitant, qui explique que le calcul moyenne la concentration mesurée dans le rejet du 30/04/2025 (rapport n°CARP250077-25-34-RO). À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrôle des rejets atmosphériques du 2^e semestre 2025. Dans le rapport n°CARP250077-25-84-R1 du 19/09/2025, il est constaté que la teneur du rejet en SO₂ pour le scrubber est de 1 mg/m³. Cette donnée confirme le retour à la conformité de ce rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 2,2,5

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Quantité maximale rejetée	SCRUBBER N°1		SCRUBBER N°2		Four à induction 7V54		PERCMasse 3V16		Mélangeur RBL 7V7		Condux extérieur 15V8		Acid Etch1 15V5		Compounds 3V4	
Débit théorique (m³/h)	13 500		16 800		7 000		13 000		16 000		12 000		12 000		10 500	
Heures de fonctionnement annuel	7 896		7 896		5 264		7 896		5 264		7 896		5 264		5 264	
Flux	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an
Poussières	0,20	1,60	0,48	3,80	0,03	0,20	0,13	1,00	0,16	0,80	0,03	0,20	0,03	0,20	0,02	0,10
SO ₂	0,40	3,20	0,72	5,70	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
NOx en équivalent NO ₂	20,25	126,32	25,20	115,41	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
CO	0,33	2,70	0,60	4,70	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
HCl	0,14	1,07	0,17	1,33	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Fluor Total	0,06	0,50	0,12	0,90	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Flux	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an
Cd + Hg + Ti	0,50	4,00	1,20	9,50	0,09	0,50	0,32	2,60	0,40	2,10	0,07	0,40	0,07	0,40	0,06	0,30
Cd + Hg + Ti par métal	0,25	2,00	0,60	4,70	0,04	0,30	0,16	1,30	0,20	1,10	0,03	0,20	0,03	0,20	0,03	0,20
CrVI	0,14	1,20	0,19	1,60	0,04	0,20	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
As + Se + Te	0,50	4,00	1,20	9,50	0,09	0,50	0,32	2,60	0,40	2,10	0,07	0,40	0,07	0,40	0,06	0,30
Pb	0,50	4,00	1,20	9,50	0,09	0,50	0,32	2,60	0,40	2,10	0,07	0,40	0,07	0,40	0,06	0,30
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	2,53	20,00	6,00	47,40	0,48	2,60	1,62	12,80	2,00	10,50	0,37	2,00	0,37	2,00	0,32	1,70

Quantité maximale rejetée	Broyage ECGM 7V86		Dépoussiéreur Cérinnov 15V12		Mulder 3V23		Fours Creuset 7V85		Crusher 1 3V9		Mise en Trémie 7V19	
Débit théorique (m³/h)	3 000		3 000		2 000		5 600		2 400		2 000	
Heures de fonctionnement annuel	1 880		1 880		2 632		940		1 880		1 645	
Flux	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an
Poussières	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,05	0,04	0,04	0,02	0,05	0,02	0,03
Flux	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an
Cd + Hg + Ti	0,02	0,03	0,02	0,03	0,05	0,13	0,10	0,10	0,12	0,23	0,07	0,12
Cd + Hg + Ti par métaux	0,01	0,01	0,01	0,01	0,03	0,06	0,05	0,05	0,06	0,11	0,03	0,62
As + Se + Te	0,02	0,03	0,02	0,03	0,05	0,13	0,10	0,10	0,12	0,23	0,07	0,12
Pb	0,02	0,03	0,02	0,03	0,05	0,13	0,10	0,10	0,12	0,23	0,07	0,12
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	0,08	0,14	0,08	0,14	0,25	0,70	0,52	0,50	0,60	1,12	0,37	0,62

Quantité maximale rejetée	Filtre atomiseur 15V14		Dépoussiérage cuves et four PTCR 15V15		Dépoussiérage broyage, presse et pesée PTCR 15V13		Dépoussiéreur Atelier FHCP 16V2		FLUX TOTAUX de l'établissement
Débit théorique (m³/h)	3 000		3 000		3 000		3 500		/
Heures de fonctionnement annuel	500		5 000		5 000		6 000		/
Flux	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	kg/h	t/an	t/an
Poussières	0,030	0,015	0,030	0,150	0,030	0,150	0,035	0,210	10,4
SO ₂	/	/	/	/	/	/	/	/	8,9
NOx en équivalent NO ₂	/	/	/	/	/	/	/	/	241,7
CO	/	/	/	/	/	/	/	/	7,4
HCl	/	/	/	/	/	/	/	/	2,4
Fluor Total	/	/	/	/	/	/	/	/	1,4
Flux	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	g/h	kg/an	kg/an
Cd + Hg + Ti	0,30	0,02	0,30	0,15	0,30	0,15	0,35	0,21	25,7
Cd + Hg + Ti par métaux	0,15	0,01	0,15	0,08	0,15	0,08	0,18	0,11	13,4
As + Se + Te	0,30	0,02	0,30	0,15	0,30	0,15	0,35	0,21	25,7
Pb	0,30	0,02	0,30	0,15	0,30	0,15	0,35	0,21	25,7
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	1,50	0,08	1,50	0,75	1,50	0,75	1,75	1,05	128,2
CrVI	/	/	/	/	/	/	/	/	3,0

Constats :

L'exploitant présente le document « Cumul des données d'autosurveillance depuis 2016 ». Par sondage, il lui est demandé de fournir le flux annuel pour le scrubber 2 concernant le paramètre SO₂. La valeur déclarée est de 7,756 t/an en 2025, pour un flux autorisé de 5,7 t/an.

L'exploitant précise que ce résultat résulte d'un lissage des concentrations mesurées dans les rejets, notamment celui du 30/04/2025 (rapport n°CARP250077-25-34-RO). Le rapport n°CARP250077-25-84-R1 du 19/09/2025 indique une concentration en SO₂ de 1 mg/m³ pour le scrubber.

Ce flux fera l'objet d'un point de vérification lors d'une prochaine inspection. L'exploitant s'engage à tenir à disposition les rapports de contrôle correspondants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des effets sur eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 4.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée par la surveillance des eaux souterraines et ce par l'intermédiaire de 5 piézomètres.

Cette surveillance est réalisée deux fois par an en période de basses et hautes eaux.

Les paramètres sont ceux mentionnés dans le tableau ci-dessous.

pH	Phosphore total	Chrome VI	plomb
MEST	Aluminium total	Cobalt total	Sélénium total
DCO	Antimoine total	Cuivre total	Tellure total
DBO5	Arsenic	Mercure	Titane total
Nitrates	Argent total	Étain	Vanadium total
Nitrites	Baryum total	Fer total	Styrène
Phosphate	Béryllium total	Manganèse total	Zinc total
Fluorures	Bore total	Mercure	Cyanures aisément libérables
Ammonium	Cadmium total	Molybdène total	hydrocarbures totaux
NTK	Chrome total	Nickel total	Toluène

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 4.1.2 sont réalisées une fois tous les 2 ans.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception. La transmission se fait sous version électronique ou papier. Dans le cas où ces résultats mettraient en évidence une pollution des eaux souterraines qui pourrait résulter de l'activité de son établissement, l'exploitant en informera sans délais le Préfet et l'inspection des installations classées en précisant les dispositions prises ou envisagées pour y remédier.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant rappelle que le site dispose de 5 piézomètres. Il est constaté, par sondage et dans le rapport du 02/10/2025, les mesures des éléments suivants : manganèse, fluorures, ammonium et bore. Un dépassement est constaté par rapport aux valeurs limites pour la qualité d'eau potable.

L'exploitant rappelle que le site est concerné par une pollution historique liée à l'ancien site Ronot. C'est dans cette optique qu'une étanchéification des zones de transfert a été réalisée, afin de limiter les risques de pollution au bore.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des effets pluviales

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2016, article 3.2.11

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
MES	100
DCO	120
DBO ₅	30
HCT	10
Aluminium + Fer	5
Bore	3
Chrome	0,5
Chrome VI	0,1
Cuivre	0,5
Étain	2
Fer	5
Manganèse	1
Nickel	0,5
Plomb	0,5
Zinc	2

Constats :

L'exploitant présente le rapport relatif à la surveillance des eaux pluviales de février 2025. Par sondage, il est constaté un dépassement de la concentration en bore, avec une valeur de 3,29 mg/l pour une limite autorisée de 3 mg/l. L'exploitant précise qu'une action a été menée à la suite de ce constat, consistant en un nettoyage de la fosse de rétention.

L'exploitant a ensuite présenté l'analyse de septembre 2025, ainsi que le contrôle inopiné réalisé en 2025 sur les eaux pluviales. Ces rapports présentaient des teneurs en bore conformes à la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 4.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, GERP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre des déchets pour 2025. Ce dernier présente notamment les informations suivantes : tonnage, mode de traitement, les SIRET des prestataires, la nature du déchet, le récépissé de transport, l'installation finale.

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant a bien réalisé sa déclaration annuelle GERP en 2025. Aucune anomalie n'a été constatée dans la déclaration réalisée concernant l'aspect déchet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 4.2, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 4.1.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 4.2.3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (application GIDAF), et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.</p> <p>L'analyse et les résultats de l'auto-surveillance de la qualité des eaux souterraines, des rejets atmosphériques et des rejets aqueux de l'année N sont transmis avant le 31 mars de l'année N+1. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, il a été constaté, sur le site GIDAF, que les déclarations de l'exploitant sont cohérentes avec le tableau de suivi présenté et contrôlé précédemment.</p> <p>Dans sa déclaration du 07/04/2025, faisant suite à la mesure du 25/02/2025, il est bien constaté le dépassement évoqué par l'exploitant dans le point de contrôle n°5. L'exploitant a également précisé les mesures correctives réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite